Commerce : gagner plus, pas le dimanche

samedi 22 décembre 2007, par LUECKNER Christian, Rouge (Date de rédaction antérieure : 20 décembre 2007).

Le Sénat vient d'autoriser l'ouverture des magasins d'ameublement le dimanche. Ce que revendiquent les employés du commerce, ce n'est pas de travailler le dimanche, mais de meilleurs salaires, comme le montrent leurs grèves en période de fêtes.

Sommaire

- Virgin réintègre Amandine
- Salariés du commerce en lutte

Un amendement modifiant l'article L 221-9 du code du travail vient d'être voté au Sénat. Désormais, les magasins d'ameublement, comme Ikea, Alinéa, Conforama ou But, pourront organiser le repos hebdomadaire par roulement, pour satisfaire le prétendu *« souhait exprimé par les salariés volontaires de pouvoir travailler le dimanche »*. En clair, il n'y a plus d'obstacle à ce que le travail du dimanche devienne la règle. Le premier effet de cet amendement est de rendre désormais impossible les recours juridiques, comme cela avait été le cas pour Conforama à Herblay (Val-d'Oise). Le patronat de la grande distribution espère bien s'engouffrer dans la brèche ouverte pour les magasins d'ameublement.

Jusqu'à présent, l'ouverture le dimanche était précisément encadrée. Dans cette période de fêtes par exemple, les salariés travaillant le dimanche en plus de leur horaire hebdomadaire normal, sur la base du volontariat, sont payés double, voire triple, avec une journée de récupération. C'est ce petit eldorado qui attire certains employés, dont les salaires restent collés au plancher. Ainsi, la direction de Conforama avait réussi à mobiliser, le 23 septembre, à Herblay, entre 200 et 300 salariés réclamant le *« droit de travailler le dimanche »*. Du vrai cynisme patronal car, dès que le travail du dimanche devient la règle, toutes les compensations (volontariat, majorations…) disparaissent. Ce qui fait partie de l'objectif : faire travailler plus en payant moins !

Augmenter les salaires, il n'y a pas d'autre réponse ! C'est ce dont se rendent compte de plus en plus de salariés du commerce et de la grande distribution. Malgré tous les effets d'annonce, l'horizon apparaît toujours aussi morose. Alors, petit à petit, les luttes se développent. Il s'agit au départ de pétitions, pour plus de personnel, pour éviter de nouvelles extensions d'horaires et de quelques assemblées générales. Mais les directions provoquent et ne veulent rien lâcher. Alors, c'est la grève, comme celle de samedi 1er décembre chez Conforama, ou celle du 24 novembre au 9 décembre, au Géant de Sainte-Anne, à Marseille. Ces deux grèves avaient pour revendication centrale l'augmentation des salaires, particulièrement bas dans la grande distribution. Elles ont lieu en période de très forte activité, quand l'argent coule à flots dans les caisses des grands groupes. Elles sont un signe encourageant, dans un secteur traditionnellement peu syndiqué. Pour faire reculer les directions, c'est une mobilisation de l'ensemble du secteur qui doit être à l'ordre du jour, qu'il s'agisse des magasins de meubles ou d'électroménager, d'alimentation ou d'informatique, des salariés des entreprises de nettoyage ou de sécurité. Il faut refuser la casse de nos acquis et imposer des augmentations de salaires !

Christian Lueckner

Virgin réintègre Amandine

Paris, 8 février 2007. Les salariés de Virgin dénoncent le licenciement d'Amandine licenciée pour activité syndicale. Photothèque Rouge/JMB
e 13 décembre, près d'un an après son licenciement, Amandine, vendeuse au Virgin Grands-Boulevards (Paris 2e) et conseillère du salarié pour Solidaires, a repris son poste en magasin. Elle était accompagnée de Gérard Filoche, l'inspecteur du travail du secteur, venu s'assurer que sa reprise se déroule au mieux. La direction de Virgin, désavouée sur toute la ligne, applique, sans broncher, la décision de justice ordonnant la nullité du licenciement d'Amandine. Celui-ci est effectivement intervenu en violation de son statut de représentante du personnel. L'action au long cours du collectif de solidarité avec Amandine – composé, entre autres, de syndicalistes de la CGT, de la CNT, de la FSU et de Solidaires, de membres de la Fédération anarchiste et de la LCR, ainsi que de militants déjà impliqués dans les luttes de soutien aux Mc Do et à Faty d'Arcade – a permis que la réintégration d'Amandine soit effective et ne reste pas une décision figée sur le papier.

Ce succès conforte le syndicat SUD, auquel Amandine est affiliée, dans son action chez Virgin. Il démontre également, une fois de plus, que l'action de comités de soutien extérieurs à l'entreprise, dans un secteur faiblement syndiqué comme le commerce, est un élément indéniable pour contribuer au rapport de force face à un patronat qui combat férocement toute forme de syndicalisme de lutte dans ces enseignes.

Rouge

* Paru dans Rouge n° 2232, 20/12/2007.

Salariés du commerce en lutte

Au printemps dernier, de nombreux mouvements avaient agité les grandes enseignes du commerce et de la distribution : Fnac, Surcouf, Monoprix, Printemps, Les galeries Lafayette, BHV, pour ne citer que les plus connues. À chaque fois, les salariés avançaient les mêmes revendications, en termes d'emploi et de salaires, sans pour autant parvenir à des actions concertées au-delà du cadre de l'entreprise. Depuis, la situation ne s'est pas arrangée. Dans ce contexte, l'appel à la grève à Conforama, pour le samedi 1er décembre, a été un petit événement. La période de décembre est cruciale dans ce secteur et il est souvent très difficile de réussir à mobiliser. Mais, de l'aveu même d'un représentant syndical, les salariés voulaient vraiment en découdre, et plusieurs centaines d'entre eux ont participé aux différentes actions pour exiger une augmentation immédiate de 120 euros. C'est révélateur de l'exaspération qui grandit dans l'ensemble des entreprises de commerce et de distribution, dans un contexte de forte répression antisyndicale.

L'agenda des attaques s'alourdit de jour en jour : facilitations des ouvertures du dimanche, remise en cause des rares lois encadrant la grande distribution, rachat de RTT… Sans compter les

différents projets de restructuration en cours à la Fnac ou à Virgin par exemple ! Pas étonnant que tous les requins du secteur, depuis Olivennes jusqu'à Leclerc, en passant par Pinault et Arnault, se pressent autour de Sarkozy.

Rouge

* *Rouge n° 2231, 13/12/2007.*